

Azerbaïdjan, terre de feu

Auteur : Fazil ZEYNALOV

Fazil ZEYNALOV est un économiste enseignant chercheur à l'Université d'État de Bakou. Il est l'auteur de nombreux livres sur ce pays qu'il connaît très bien pour avoir vécu et mené des recherches économiques et géopolitiques.

Dans cet article, il décrit le positionnement géopolitique clé de l'Azerbaïdjan, un pays carrefour du commerce, de la route de la soie qui attire de nombreux explorateurs du fait de sa richesse matérielle et culturelle.

La fin de la guerre du Karabagh ouvre de nouvelles opportunités d'affaires aux investisseurs en quête de rendement.

L'Azerbaïdjan est un des pays les plus anciens du monde et présente depuis l'Antiquité un intérêt particulier par sa position géographique hautement stratégique et pour ses richesses naturelles. Connu comme la « Terre de feu » grâce à ses ressources abondantes de pétrole et de gaz et aux flammes naturelles qui surgissent de la terre, il a toujours suscité la convoitise des empires, mais aussi l'admiration des voyageurs, étant perçu comme une terre miraculeuse. Les sources historiques témoignent de la présence du pétrole depuis bien longtemps. Dès le Xe siècle, Bakou en exportait vers des pays voisins, par bateaux et caravanes. La demande étant faible, l'extraction se faisait en petite quantité. Au XIXe siècle, l'utilisation du pétrole se généralise et l'extraction constitue une activité économique attrayante. Une nouvelle industrie se développe rapidement dans la péninsule d'Apchéron où l'on produisait en 1901, 51% de la consommation mondiale. L'Azerbaïdjan en était le premier producteur mondial.

Par sa position géographique, l'Azerbaïdjan constituait un carrefour majeur pour le commerce. Les villes azerbaïdjanaises développaient de nouvelles infrastructures pour pouvoir accueillir les caravaniers et les marchandises, devenant des maillons indispensables dans le développement du commerce international.

Redevenu indépendant en 1991, l'Azerbaïdjan dispose toujours des atouts liés à sa position géographique. L'évolution de la technologie a changé les notions d'espace et de stratégie, mais force est de constater que l'importation

géostratégique de l'Azerbaïdjan n'a rien perdu. Considéré comme un « pivot géopolitique » par Zbigniew Brzezinski, il reste un acteur important sur l'échiquier eurasien.

- Il est avant tout un « pont » stratégique entre l'Europe et l'Asie permettant aux pays d'Asie centrale d'accéder à une nouvelle voie terrestre, se désenclaver et diversifier les routes d'exportation de leurs ressources énergétiques ;
- Il offre une nouvelle route dans le commerce eurasiatique et un accès direct aux marchés internationaux ;
- Il est un acteur important dans la sécurité d'approvisionnement en ressources énergétiques pour l'Europe, comme fournisseur et pays de transit.

La géographie est déterminante pour le destin de chaque pays, et il faut s'en servir de manière intelligente pour s'assurer un bon avenir. Ce n'était pas une tâche facile au lendemain de l'accession à l'indépendance, alors que l'Azerbaïdjan a dû faire face à l'agression armée de l'Arménie voisine et aux difficultés et défis de la transition à l'économie de marché, mais aussi du nouvel environnement géopolitique. Les intérêts des grandes puissances furent et demeurent conflictuels. Les États-Unis veulent maintenir leur domination sur le continent eurasiatique alors que la Russie tente de pallier au recul de son influence. La Turquie, pour sa part, a fermé sa frontière au début des années 1990 avec l'Arménie, en guise de condamnation de l'agression arménienne contre l'Azerbaïdjan. Après la guerre de 44 jours, elle manifeste son intérêt pour normaliser ses relations avec Erevan et



propose un format de coopération régionale, 3+3, entre les pays caucasiens (Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie) et les pays voisins (Turquie, Russie et Iran).

N'arrivant pas à développer une vision commune, l'Union européenne a été la grande absente dans le Caucase du Sud. S'agissant de conflits de même nature dans l'espace ex-soviétique, elle soutenait le principe d'intégrité territoriale, mais hésitait à en faire autant dans le conflit arméno-azerbaïdjanais. Cette politique de deux poids, deux mesures, en contradiction avec les principes énoncés par l'UE, provoque une déception dans l'opinion publique azerbaïdjanaise.

Dans cette région sensible aux influences géopolitiques, le président Heydar Aliyev, un homme politique expérimenté, a mis en œuvre, dès 1993, une politique étrangère multi-vectorielle et équilibrée. Cette politique sage et prévoyante s'est inscrite dans un registre plus large d'une stratégie réaliste, équilibrée et libérale et elle a constitué un atout indispensable à la réussite économique et politique de l'Azerbaïdjan tout en lui permettant d'éviter de devenir un lieu de confrontation larvée entre les grandes puissances, s'investissant dans une politique de partenariat avec toutes les parties déterminantes pour l'avenir de la région.

Comme le soulignait Ilham Aliyev en février 2019, cette politique multi-vectorielle ne recherche pas un équilibre dans la région, mais à protéger les intérêts nationaux et minimiser les risques. Cette stratégie a permis de gérer les divergences dans le respect mutuel ainsi que l'émergence de nouvelles opportunités. Elle s'est avérée déterminante pour la sécurité et le développement du pays qui a pris l'initiative de multiplier les formats de coopération avec les pays de la région et normaliser/développer les relations avec tous les partenaires voisins et lointains.

Avec cette approche, l'Azerbaïdjan a su mettre en œuvre les projets de coopération économique d'envergure internationale, qui lui ont ouvert de nouvelles opportunités.

- Après la chute de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan souverain a misé sur l'exploitation des hydrocarbures pour assurer son développement. Il a privilégié la coopération pour trouver un terrain d'entente avec les riverains de la mer Caspienne afin d'assurer l'implantation des compagnies internationales dans la zone azerbaïdjanaise de cette mer et d'en définir le statut juridique. Il a permis l'implication des compagnies des pays occidentaux et riverains dans les projets d'exploitation de ses richesses énergétiques et a favorisé la recherche d'un compromis sur le statut juridique de ce bassin.

- L'Azerbaïdjan développe et diversifie rapidement ses infrastructures d'acheminement avec la construction de nouveaux oléoducs et gazoducs et revalorise sa position géographique et son potentiel de transit en développant les projets de transport permettant de relier l'Europe à l'Asie. Il devient ainsi un hub régional tant dans le domaine de l'énergie que celui du transport et du commerce international, au cœur de l'Eurasie.

- La déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 prévoit l'ouverture des liens de communication entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, incluant un nouveau corridor de transport au sud de l'Arménie reliant l'Azerbaïdjan à sa province enclavée de Nakhitchevan, appelé Corridor de Zanguezour. La construction des voies de transport est en cours dans les territoires récemment libérés. Ce nouveau dispositif va ramifier les réseaux Est-Ouest et Nord-Sud et permettra à l'Arménie de se désenclaver (le seul accès terrestre que l'Arménie dispose vers la Russie passe par les montagnes géorgiennes difficilement accessibles et souvent fermées en hiver) et de bénéficier des retombées de la paix. Il s'agit d'une opportunité pour l'Arménie.

- L'Azerbaïdjan envisage aussi l'option de la construction de voies de transport passant par un bout de territoire de l'Iran pour atteindre Nakhitchevan. À cet effet, un mémorandum a été signé entre les deux pays.

Tous ces éléments témoignent de la volonté de l'Azerbaïdjan de mettre sa position géographique au service de la coopération régionale et internationale. Ses objectifs font de lui un acteur indépendant et fiable dans sa région.

D'autre part, l'Azerbaïdjan était aussi confronté depuis son accession à l'indépendance en 1991 à l'agression armée de l'Arménie voisine qui avait engagé des offensives sur toutes ses frontières pour occuper et annexer la province azerbaïdjanaise du Karabagh. Au terme de cette guerre (1992-1994), elle avait occupé près de 20% des territoires azerbaïdjanais (partie montagneuse du Karabakh, ainsi que sept districts administratifs avoisinants), forçant près d'un million d'Azerbaïdjanais à quitter leurs foyers. Le Karabagh est une province historique de l'Azerbaïdjan et a toujours fait partie des États successifs azerbaïdjanais. Il est aussi reconnu comme partie intégrante de la République d'Azerbaïdjan par la communauté internationale. L'arrivée massive des Arméniens dans cette province remonte au début du XIXe siècle et s'inscrit dans la politique de peuplement des provinces azerbaïdjanaises par la Russie tsariste visant à créer une zone tampon entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Après la signature des traités de Turkmentchay (1828) et d'Edirne (1829), les Arméniens sont venus s'installer dans les territoires de l'Azerbaïdjan. La province de Karabagh constitue une



zone de peuplement dense des Arméniens. Un monument a été érigé en 1978 pour célébrer le 150ème anniversaire de cette migration. Cette politique, qui s'est poursuivie pendant l'Union soviétique, a conduit à l'augmentation du nombre des Arméniens dans la province et s'est accompagnée de la déportation forcée des Azerbaïdjanais. Au lendemain de la soviétisation de l'Azerbaïdjan, la province de Zanguezour a été cédée à l'Arménie par les dirigeants soviétiques de l'Azerbaïdjan, sous la pression du KAVBURO qui a également octroyé l'autonomie à une partie du Karabakh. Ceci a jeté les bases d'un conflit entre les deux peuples.

L'occupation illégale des territoires azerbaïdjanais par l'Arménie a constitué une violation grave du droit international. Les résolutions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU ainsi que d'organisations régionales, ont explicitement condamné cette occupation, demandant le retrait immédiat des forces d'occupation. Cependant, ces résolutions sont restées lettres mortes face au refus de l'Arménie.

L'Azerbaïdjan s'est efforcé au cours des trois dernières décennies de résoudre le conflit par la négociation, en demandant à l'Arménie de se conformer au droit international et de retirer ses forces armées des territoires souverains azerbaïdjanais. Erevan n'étant pas intéressée par les négociations et le respect du droit international, et voulant annexer les territoires occupés, a enterré les discussions en 2019. Davit Tonoyan, ministre arménien de la Défense, a menacé Bakou de l'occupation de nouveaux territoires, selon la nouvelle stratégie offensive de l'Arménie, "nouvelle guerre pour nouveaux territoires" et Nikol Pachinian, Premier ministre arménien, a déclaré sa volonté d'annexer à l'Arménie, la province occupée, puis a mené des provocations militaires sur les frontières avec l'Azerbaïdjan, notamment la tentative échouée, le 12 juillet 2020, d'occupation du district frontalier de Tovouz pour prendre le contrôle des oléoducs et gazoducs et empêcher l'acheminement des ressources énergétiques. La bataille de Tovouz constituait la poursuite par l'Arménie de sa politique d'agression. Toutes ces attaques armées ont conduit à la reprise des hostilités, le 27 septembre 2020.

Au cours des affrontements, l'Arménie, membre de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), a demandé le soutien militaire de la Russie qui s'est gardée d'intervenir car la guerre se déroulait sur les territoires de l'Azerbaïdjan et non pas de l'Arménie. L'Arménie n'étant pas victime d'agression, elle ne pouvait pas solliciter l'aide de l'organisation. Mais elle a eu recours à sa vieille stratégie de terreur en frappant les plus grandes villes de l'Azerbaïdjan (Gandja, Terter, Barda, etc) par des missiles balistiques, lancés depuis l'Arménie, tuant

et blessant des centaines de civils, enfants inclus. Un crime de guerre dont le but était de semer la panique parmi la population et de provoquer la réaction de l'Azerbaïdjan pour ensuite demander l'aide de l'OSTC. Ce fut un échec, car la réponse de l'Azerbaïdjan s'est faite sur le champ de bataille. Cependant, le silence de la communauté internationale face au ciblage délibéré des civils fut un élément tragique.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a répété dans ses interviews aux médias internationaux que l'arrêt des hostilités dépendait de l'engagement explicite de l'Arménie à se conformer au droit international et aux résolutions de l'ONU en retirant ses troupes des territoires souverains de l'Azerbaïdjan.

Au terme de 44 jours de guerre, l'armée azerbaïdjanaise a remporté la victoire, obligeant le premier ministre arménien à ce faire, en signant la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 avec la médiation de la Russie.

Le conflit entre les deux pays est terminé et il existe maintenant de nouvelles opportunités de coopération dans la région. Le gouvernement azerbaïdjanais s'est engagé à reconstruire sur les ruines du Karabagh les nouvelles villes intelligentes (smart city, smart village) et à assurer le retour d'un million de déplacés internes à leur terre ancestrale. Il poursuit ses efforts pour s'assurer que la région soit sécurisée, stable, prospère et prête pour une coopération à grande échelle.

“ Le conflit entre les deux pays est terminé et il existe maintenant de nouvelles opportunités de coopération dans la région. Le gouvernement azerbaïdjanais s'est engagé à reconstruire sur les ruines du Karabagh les nouvelles villes intelligentes (smart city, smart village) et à assurer le retour d'un million de déplacés internes à leur terre ancestrale. ”

